

Brochure n° 3209

Convention collective nationale

IDCC : 1446. – **PERSONNELS ENSEIGNANT HORS CONTRAT
ET CHEFS DE TRAVAUX
EXERÇANT DES RESPONSABILITÉS HORS CONTRAT
DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVÉS**

Brochure n° 3229

Conventions collectives nationales

ENSEIGNEMENT PRIVÉ

IDCC : 1326. – **Maîtres du primaire**
IDCC : 390. – **Professeurs du secondaire**
IDCC : 1334. – **Psychologues**

AVENANT DU 28 AOÛT 2006

ANNULANT ET REMPLAÇANT L'ARTICLE 2.4 DE L'ACCORD
DE BRANCHE RELATIF À LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

NOR : ASET0651132M

PRÉAMBULE

Dans le secteur de l'enseignement privé sous contrat, les activités de garde, de surveillance et de permanence sont caractérisées par la nécessité d'assurer la protection des personnes et des biens. A ce titre, l'appréciation des durées maximales de travail au regard du droit européen se fait dans le cadre des dérogations prévues au présent accord.

Article 1^{er}

Compte tenu des spécificités liées aux fonctions des personnels chargés de la surveillance nocturne des internats, qui sont autorisés à dormir dans une chambre individuelle mise à leur disposition à cet effet, il est convenu d'un horaire d'équivalence défini comme suit : 45 % de la surveillance de nuit équivalait à du temps de travail effectif pour la détermination de la rémunération et l'application de la législation sur la durée du travail.

La surveillance de nuit s'entend de la période de veille en chambre, comprise entre le coucher et le lever des élèves ; son amplitude ne peut pas dépasser 7 heures. Les périodes d'interventions sont considérées comme du temps de travail effectif et rémunérées comme tel. L'organisation précise de la période horaire concernée est fixée par l'établissement.

Pour les travailleurs de nuit, la durée quotidienne maximale de 8 heures en moyenne au regard du droit européen est appréciée sur une période de 9 semaines à raison de 6 jours par semaine. Pour le calcul ci-avant, toutes les heures de présence sont comptabilisées.

Pour des raisons objectives et techniques tenant à l'organisation du travail dans les internats, la durée hebdomadaire maximale de 48 heures en moyenne au regard du droit européen est appréciée sur une période de 6 mois, les périodes de congés payés étant neutralisées.

Article 2

L'article 1^{er} du présent accord annule et remplace l'article 2.4 de l'accord de branche relatif à la réduction de la durée effective et à l'aménagement du temps de travail dans l'enseignement privé sous contrat du 15 juin 1999.

Fait à Paris, le 28 août 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

EPLC ;
FNOGEC ;
SNCEEL ;
SYNADEC ;
SYNADIC ;
UNETP.

Syndicats de salariés :

SPELC ;
FEP-CFDT ;
SNEPL-CFTC.